

## BON DE COMMANDE

A adresser aux Editions Johanet  
60 rue du Dessous des Berges 75013 PARIS  
Tel. 01 44 84 78 78 | Fax. +33 (0)1 42 40 26 46  
Mail : [livre@editions-johanet.com](mailto:livre@editions-johanet.com)  
Site : [www.editions-johanet.com](http://www.editions-johanet.com)

NOM : \_\_\_\_\_

PRENOM : \_\_\_\_\_

FONCTION : \_\_\_\_\_

SOCIETE : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

VILLE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ PAYS : \_\_\_\_\_

TEL : \_\_\_\_\_

MAIL : \_\_\_\_\_

Veuillez m'adresser \_\_\_\_ exemplaire(s) de « Mise en œuvre  
du droit humain à l'eau potable » au prix de 28€TTC(26,54€HT)

☐ Ci-joint mon règlement par chèque

☐ Je règle à la réception de l'ouvrage et de la facture

Date :

Signature :

Commandez en ligne sur :



ISBN

979-10-91089-55-5

# MISE EN ŒUVRE DU DROIT HUMAIN À l'eau potable

## Quels enjeux en France et dans le monde ?

**Collectif**

Sous la direction d'André Viola

# TABLE DES MATIÈRES

- ◊ La reconnaissance du droit à l'eau potable et les défis majeurs en France et dans le monde
- ◊ Lien entre le Droit Humain à l'Eau Potable (D.H.E.P.) et l'Objectif de Développement Durable n°6
- ◊ Les fondements juridiques du droit humain à l'eau potable : opportunités et conditions d'applicabilité
- ◊ De la transposition de la directive eau potable à la reconnaissance du droit à l'accès à l'eau potable pour tous en France
- ◊ Garantir l'accessibilité à l'eau potable pour les plus vulnérables
- ◊ Le droit à l'eau et à l'assainissement en France: quelle intégration et quelle effectivité pour les populations?
- ◊ Situations de précarité en eau en France et accompagnement des collectivités
- ◊ Le développement d'installations sanitaires publiques par les collectivités: le cas des douches municipales
- ◊ Que peuvent les collectivités ?
- ◊ Les défis de l'accès à l'eau potable dans les territoires dits d'Outre-mer: une tentative d'introduction
- ◊ Une réponse nationale avec le plan eau DOM
- ◊ Droit à l'eau en France : penser la pluralité des cultures de l'eau à travers le cas de la commune de Saint-Georges, en Guyane française
- ◊ Les conséquences des crises de l'eau auprès des personnes les plus précaires à Mayotte
- ◊ La gestion de l'eau potable à La Réunion: entre paradoxe et complexité
- ◊ Un droit à l'eau abordable : les enjeux de la tarification sociale
- ◊ Droit humain à l'eau abordable et tarification de l'eau: la rencontre entre tarification et justice sociale est-elle possible dans le monde industriel et marchand de l'eau?
- ◊ Face aux enjeux de la tarification sociale : la tarification progressive est-elle la solution?
- ◊ Vers une compensation sociale des tarifs de l'eau et de l'assainissement: objectifs et outils opérationnels pour les collectivités
- ◊ La refonte de la structure tarifaire de la Régie de l'Eau de Bordeaux Métropole : vers une tarification plus juste, sociale et environnementale
- ◊ Mise en place d'une nouvelle tarification écologique et solidaire : quelles leçons en tirer ?
- ◊ Construire une solidarité internationale au service du droit à l'eau avec les citoyens
- ◊ Quelle gouvernance mondiale et quelles mesures essentielles pour améliorer la mise en œuvre du droit à l'eau?
- ◊ Accès au service essentiel de l'eau potable : le rôle des partenariats de coopération décentralisée – Le SIVOM SAGe, un syndicat engagé dans l'amélioration durable des conditions d'accès à l'eau et à l'assainissement à Sandiara

- ◊ Pour un droit à l'eau effectif, pour et avec les populations: l'approche fondée sur les droits humains comme levier de transformation
- ◊ La mise en place d'alliances de la société civile pour un plaidoyer commun sur le droit à l'eau
- ◊ Les crises humanitaires et le droit à l'eau, l'utilisation de l'eau comme arme de guerre

## MISE EN ŒUVRE DU DROIT HUMAIN A L'EAU POTABLE

Cet ouvrage rassemble les contributions des intervenants et intervenantes du colloque organisé par l'Agence de l'eau Adour-Garonne, la Coalition Eau et le Partenariat Français pour l'Eau, intitulé *Mise en œuvre du droit humain à l'eau potable : quels enjeux en France et dans le monde ?*, tenu à Toulouse en juillet 2025.

Initié à l'occasion des 15 ans de la résolution de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies du 28 juillet 2010, ce colloque a permis non seulement de dresser un état des lieux du droit humain à l'eau potable en France et dans le monde, mais également de proposer des solutions pour faire avancer ce droit.

Par exemple : reconnaître formellement en France le droit à l'eau au moins dans la loi, ce qui n'est toujours pas le cas ; bien définir la notion de précarité hydrique et ses implications afin de disposer d'un diagnostic exhaustif et fiable des situations existantes et du nombre de personnes qui la subissent ; développer une approche fondée sur les droits humains pour élaborer et appliquer une politique efficace en matière d'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement ; ou bien enfin, mettre en œuvre des mesures pour rendre effectif le droit à l'eau avec des exemples et des pistes d'action apportés au fil des contributions...

## OUVRAGE COLLECTIF



### DIRECTEUR DE L'OUVRAGE

André VIOLA.

Maitre de conférence en droit public

Université Toulouse Capitole

Président du Partenariat Français pour l'Eau